



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Prestations d'entretien et maintenance des  
installations électriques des sites franciliens du  
Cnam**

---

CCAP N° 25-001

**Conservatoire national des arts et métiers**

292 Rue Saint Martin  
75141 PARIS CEDEX 03

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du marché .....	3
1.1 - Objet du marché.....	3
1.2 – Décomposition du marché .....	3
1.3 – Clause de réexamen .....	3
1.4 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3- Durée et forme du marché .....	4
3.1 - Durée du marché.....	4
3.3 – Forme du marché .....	4
4 – Prix .....	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
4.2 - Modalités de variation des prix.....	5
4.3 – Clause de sauvegarde .....	6
4.4 – Suspension .....	6
5 - Garanties Financières.....	6
6 – Avance .....	6
6.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
7 - Modalités de règlement des comptes .....	7
7.1 – Partie forfaitaire .....	7
7.2 – Partie unitaire .....	7
7.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
7.4 - Présentation des demandes de paiement .....	7
7.5 - Délai global de paiement .....	8
7.6 - Paiement des cotraitants .....	8
7.7 - Paiement des sous-traitants.....	8
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
8.1 – Généralités .....	8
8.2 – Suivi du marché .....	8
8.3 – Qualification du personnel .....	8
8.4 – Conditions d'exécution des prestations.....	8
9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception.....	10
9.1 – Vérifications.....	10
9.2 – Admission, ajournement, refaction et rejet .....	10
10 - Garantie des prestations .....	10
11 – Pénalités .....	10
11.1 - Pénalités de retard.....	10
11.2 – Autres pénalités spécifiques .....	11
12 - Assurances .....	11
13 - Résiliation du marché .....	11
13.1 - Conditions de résiliation .....	11
13.2 – Résiliation anticipée .....	11
13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
14 - Règlement des litiges.....	12
15 – Dérogations .....	13

## Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

La procédure de consultation utilisée dans le présent marché est la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 1 du code de la commande publique (ci-après CCP).

## 1 - Dispositions générales du marché

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations d'entretien et de maintenance des installations électriques des sites franciliens du Cnam.

Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) décrit en détail les prestations à exécuter.

Lieu(x) d'exécution :

- 292 rue Saint-Martin, 75003 Paris. Bâtiment dit « Saint-Martin » ;
- 2 rue Conté, 75003 Paris. Bâtiment dit « Conté » ;
- 5 rue Vaucanson, 75003 Paris. Bâtiment dit « Musée » ;
- 41 rue Gay-Lussac, 75005 Paris. Bâtiment dit « INETOP » ;
- 63 rue du Landy 93200 Saint Denis - Bâtiments A, B et C « Landy » ;
- 218 avenue du Président Wilson, 93200 Saint-Denis - Bâtiment dit « Réserves du Musée » ;
- 12 rue de la Procession, 93200 Saint-Denis – Bâtiment dit « Synergie » ;
- 15 rue Marat, 78210 Saint-Cyr-l'Ecole - Bâtiment dit « IAT ».

Les bâtiments sont pour l'essentiel des ERP de 1<sup>ère</sup> catégorie de type R. Les interventions se feront en site occupé.

### 1.2 – Décomposition du marché

Les prestations sont réparties en un seul lot.

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché sont de même nature et répondent à un besoin indissociable. La réponse sur ce besoin doit être une réponse globale.

Compte-tenu de ces éléments, l'intervention de plusieurs prestataires est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution du marché. La dévolution en lots séparés n'est donc pas possible, dans le cadre du présent marché et serait de nature, dans ce cas particulier, à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du CCP.

### 1.3 – Clause de réexamen

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références

ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public sans limitation s'agissant notamment de l'évolution du parc des extincteurs en nombre ou en situation.

- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. A ce titre, des modifications pourront être faites dans des conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de prestations supplémentaires.
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières conduisant à une augmentation des prestations ne pouvant être compensée par la révision de prix prévue par l'article 4.2 du présent CCAP, les parties conviennent de négocier une révision supplémentaire du prix afin de permettre au titulaire de poursuivre l'exécution du marché. Ce réexamen des conditions de révision du prix pourra se faire semestriellement, si la situation extérieure au marché le nécessite.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions de l'article 4.1 du présent CCAP.

#### **1.4 - Réalisation de prestations similaires**

Sur le fondement de l'article R2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021.

## **3- Durée et forme du marché**

### **3.1 - Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable trois (3) fois, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le contrat sera reconduit automatiquement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le contrat, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat.

### **3.3 – Forme du marché**

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, sans minimum avec un maximum de 2 000 000 € HT passé en application des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du CCP.

Coût estimatif moyen annuel du marché (forfait et bons de commande) : entre 400 000 et 500 000€ HT.

## **4 – Prix**

### **4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement, auquel sont annexés la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU).

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Les prix du marché sont établis hors TVA et comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG FCS.

Le taux de T.V.A est celui en vigueur au jour de la signature du marché. Il sera tenu compte des augmentations ou diminutions réglementaires, de même que des créations ou suppressions de taxes survenant pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le forfait est réputé comprendre tous les travaux nécessaires à la complète exécution des prestations, qu'ils soient décrits ou non dans les pièces contractuelles. Les bons de commande précisent les prestations à effectuer. Le cahier des clauses techniques particulières donne les précisions utiles sur les sujétions et prestations qui sont aussi comprises dans les prix du marché.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation seront à la charge du titulaire.

a) Maintenance :

La maintenance préventive et le service d'astreinte sont réglés par un prix forfaitaire indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le forfait est réputé comprendre tous les travaux nécessaires à la complète exécution des prestations, qu'ils soient décrits ou non dans les pièces contractuelles.

b) Travaux d'entretien :

Les travaux courants sont réglés par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter. Les conditions souscrites par le titulaire tiennent compte des petits et grands déplacements éventuels, de la plus-value découlant des travaux exécutés à la lumière artificielle ainsi que des sujétions de bâchage, échafaudage, percements, trous et scellements ordonnés par le Cnam.

Prix des prestations ne figurant pas au bordereau des prix :

Les devis complémentaires ne peuvent donner lieu à présentation d'offres supérieures à 3 % au prix moyen du marché économique (c'est-à-dire la moyenne des prix constatés par le pôle Valorisation du patrimoine immobilier du Cnam auprès d'autres opérateurs économiques), auquel cas le Cnam se réserve la possibilité de commander auprès d'un autre prestataire.

Les travaux urgents sont réglés comme suit :

Main d'œuvre : cumul des heures indiquées sur les bons d'intervention x taux horaire indiqué à l'acte d'engagement. Ce taux horaire comprend toutes taxes et charges.

Fournitures : prix d'achat des fournitures utilisées x coefficient indiqué à l'acte d'engagement.

## 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

Le prix (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times \left( 0.15 + \frac{0.60 \times (ICHT - IME)}{ICHT - IME_o} + 0.25 \times \frac{MIG \ EBIQ}{MIG \ EBIQ_o} \right)$$

P = prix révisé du contrat

P<sub>o</sub> = prix du contrat à la date de remise de l'offre

ICHT- IME = valeur de la référence du mois de révision du prix  
ICHT- IMEo = valeur de la référence du mois de remise de l'offre.  
MIG EBIQ = valeur de la référence du mois de révision du prix  
MIG EBIQ o = valeur de la référence du mois de remise de l'offre.

Les indices retenus sont :

ICHT- IME = coût horaire du travail - Industries mécaniques et électriques  
MIG EBIQ – Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements.

Les indices sont consultables sur le site de l'INSEE :

ICHT- IME = <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

MIG EBIQ = <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764358>

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

### **4.3 – Clause de sauvegarde**

Les prix du marché ne pourront pas subir une augmentation de plus de 5% l'an, sauf dispositions législatives ou réglementaires.

Dans le cas d'une augmentation des prix de plus de 5% l'an, les parties s'engagent à négocier en application de l'article 1.3 du présent CCAP afin de trouver un accord. En cas de désaccord persistant, le Cnam pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire au titre de la responsabilité sans faute.

### **4.4 – Suspension**

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée du contrat, le Cnam pourra demander au prestataire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet. Les opérations de maintenance non exécutées ne seront pas facturées.

Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours, quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt. L'entreprise intégrera d'elle-même ces suspensions de facturation sur les factures du mois suivant au prorata du nombre des jours d'arrêt.

## **5 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **6 – Avance**

### **6.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations. L'avance doit être remboursée au plus tard lors de l'établissement du décompte final.

### **6.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

A l'exception des prestations urgentes dument spécifiées comme telles par le pouvoir adjudicateur, aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du Cnam. Dans le cas où la prestation serait exécutée par le titulaire malgré l'absence de bon de commande, la prestation ne sera pas payée, et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire contre le Cnam.

### 7.1 – Partie forfaitaire

Les prestations forfaitaires sont réglées à terme échu, et sur présentation d'une facture, dans la limite du forfait porté à l'acte d'engagement.

Conformément aux stipulations de l'article 1.3 du présent CCAP, des prestations récurrentes qui n'auraient pas été prévues initialement pourront être intégrées dans la DPGF. Cette modification ne pourra néanmoins avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché.

### 7.2 – Partie unitaire

Les prestations non incluses dans le forfait sont réglées par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter (application de prix horaire de la main d'œuvre horaire normal ou de nuit).

Les conditions souscrites par le titulaire tiennent comptent des déplacements éventuels.

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

### 7.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont toutes adressées **sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse** : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017
- Le centre financier 4DGS12 qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

### 7.4 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes, acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectués par celui-ci ;
- Le détail des calculs, avec justification à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;

- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

### **7.5 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- date de réception des prestations,
- date de réception de la facture correctement établie.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **7.6 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **7.7 - Paiement des sous-traitants**

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au Cnam, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 7.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

### **8.1 – Généralités**

Le titulaire s'engage à désigner une personne chargée de suivre le marché (interlocuteur unique). En cas d'empêchement ou de remplacement du responsable en cours de marché, le titulaire en avisera sans délai le Cnam et lui indiquera ses coordonnées.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences des intervenants chargés des différentes actions de la prestation. Il doit veiller au bon avancement des prestations. Il doit alerter le Cnam de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

### **8.2 – Suivi du marché**

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la conformité de la prestation avec les prescriptions techniques.

A chaque date d'anniversaire du marché, le titulaire fournira au service des achats un document récapitulatif des prestations effectuées.

### **8.3 – Qualification du personnel**

Le titulaire fournit au Cnam la liste nominative du personnel participant à l'exécution de la prestation, en y précisant les titres et qualifications de chacun. Le Cnam refusera les agents n'apparaissant pas sur la liste.

### **8.4 – Conditions d'exécution des prestations**



Le titulaire exécute la prestation selon les prescriptions du CCTP.

#### **8.4.1. Mesures d'ordre social**

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix unitaires de bordereau.

#### **8.4.2. Conditions particulières d'exécution**

a) Fonctionnement des services :

Le titulaire supporte, sans pouvoir demander aucune indemnité, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou l'exploitation du site dans lequel s'effectue les prestations, et prend à sa charge toutes les mesures qui lui sont prescrites pour ne pas gêner les services.

b) Confidentialité :

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu, d'une façon générale, à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du Cnam.

Par ailleurs, le Cnam pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le Cnam s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire que le Cnam recevrait de celui-ci.

c) Obligations de moyens :

Le titulaire doit apporter la plus grande diligence dans l'exécution des prestations.

Il est tenu :

- de se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs (liste nominative du personnel susceptible d'effectuer les prestations),
- de maintenir en tout temps un effectif suffisant de personnel sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- d'avoir toujours en suffisance tous les matériels, fournitures, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

Il ne peut, sans autorisation du Cnam, détourner pour un autre client aucun personnel, ni aucune partie des matériels et fournitures.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, le Cnam peut mettre en demeure le titulaire :

- d'augmenter l'effectif du personnel employé par lui pour la prestation,
- d'affecter à la prestation du matériel et des fournitures supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

d) Lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Cnam et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

## **9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception**

### **9.1 – Vérifications**

Les opérations de vérification se dérouleront conformément aux stipulations des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Le délai maximal dans lequel le Cnam procède aux opérations de vérification est fixé à 15 jours à compter de la date à partir de laquelle le titulaire a avisé le pouvoir adjudicateur qu'il pouvait effectuer ces vérifications.

### **9.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS.

## **10 - Garantie des prestations**

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, sont d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 33 du CCAG- FCS) ;
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert ;
- 2 ans pour la garantie des vices cachés (articles 1641 à 1649 du code civil) ;

## **11 – Pénalités**

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Les retards et manquements sont appréciés indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité, si le retard est imputable au Cnam.

Les délais d'exécution sont décomptés selon le planning d'intervention prévu par le CCTP.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire, la fixation de leur montant déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Elles sont cumulables entre elles et sont appliquées sans mise en demeure préalable puis déduites de la ou des factures soumises aux paiements.

Par dérogation au 14.1.3 du CCAG- FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

### **11.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels et/ou du planning détaillé de l'ensemble des opérations fourni par le titulaire, le titulaire encourt une pénalité de **90€ HT par jour de retard**. Chaque jour de retard entamé est dû.

### **11.2 - Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité**

Si l'entrepreneur ne respecte pas les règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, le Maître d'Ouvrage appliquera, sur la demande d'acompte, une pénalité forfaitaire définitive de 1 000 euros HT (mille euros hors taxes) par infraction constatée. Une pénalité de 2 000 euros HT par jour sera appliquée au titulaire du présent marché concernant une signalisation non-conforme, le non-respect de l'astreinte imposée par le maître d'œuvre, tous défauts sur les panneaux de déviation ou des défauts de sécurité sur l'alternat au manquement à la réglementation constatée et appliquée sur proposition du coordonnateur ou du maître d'œuvre.

Une pénalité de 200.00€ par jour sera appliquée au titulaire du présent marché pour non remise du PPSPS.

En cas d'arrêt de chantier dû à des carences de l'entrepreneur en matière de sécurité, d'hygiène et de signalisation, les conséquences de délai et les conséquences financières en résultant seront à la seule charge de l'entreprise.

### 11.3 - Autres pénalités spécifiques

- a) Du simple fait de la constatation par le Cnam que les prestations n'ont pas été exécutées dans le respect des prescriptions du CCTP, une pénalité de 90€ HT par manquement et par jour ouvré est appliquée. Après un délai de 5 jours ouvrés après notification du manquement par le pouvoir adjudicateur, cette pénalité est portée à 180€ HT par manquement et par jour ouvré, si en correction, il n'est pas délivré une ou des prestations conformes aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.
- b) Absence de remise des rapports d'intervention, une pénalité de 200,00 € sera appliquée.
- c) Visite périodique non effectuée, une pénalité de 100,00 € sera appliquée.
- d) Travail dissimulé : tout cocontractant qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail peut se voir infliger des pénalités. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.
- e) Vie sociale de la société : du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de 75 € par manquement et le remboursement des frais postaux impliqués.  
En cas de récidive, cette pénalité est portée à 150 € par manquement.

## 12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG- FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

\_ une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;

\_ une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 13 - Résiliation du marché

### 13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et à l'article 4.3 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 13.2 – Résiliation anticipée

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après une mise en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 - Règlement des litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du CCP). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics

Direction des Affaires Juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau du conseil aux acheteurs  
Bâtiment Condorcet  
6 rue Louise WEISS  
Télé doc 353  
75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20  
Télécopieur : 01.44.97.06.46  
Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,  
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopieur : 01 44 59 46 46  
Courriel : greffe.ta@juradm.fr  
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

## **15 – Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.